

COMMUNIQUE DE PRESSE



Paris, le 31 janvier 2019

Nokia : la casse est soutenue par le gouvernement

Nokia annonce aujourd'hui le versement d'un dividende aux actionnaires en augmentation.

Alors que les résultats opérationnels sont en légère décroissance cette décision illustre la stratégie de court terme de son dirigeant Rajeev Suri.

Ayant échoué à faire croître après la fusion l'ensemble Nokia / Alcatel-Lucent, il vide la société de ses compétences par des licenciements avec pour seul but de contenter les actionnaires pour soigner sa prochaine prime de départ.

En France, il décide de démanteler la structure opérationnelle issue du rachat d'Alcatel-Lucent en ayant supprimé à ce jour un quart des postes, malgré un marché local en forte croissance.

Ce comportement de casseur bénéficie de la complicité du gouvernement de M. Macron, qui ne fait pas respecter les engagements pris par Nokia en 2015. Ceux-ci étaient la contrepartie pour autoriser le rachat des actifs nationaux. Refusant de les faire appliquer, le gouvernement encourage ainsi la perte de souveraineté française dans le secteur stratégique des télécoms et de la 5G, tout en ruinant l'investissement sur le long terme des actionnaires du groupe.

La CFE-CGC agira en intersyndicale contre ce démantèlement auprès de toutes les instances concernées.

Contact presse

Olivier Marcé 0671485836
-Frédéric Aussedat 0660457521